

L'hon. M. Walker: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Comme il l'admet lui-même, le député s'est livré à des conjectures sur bien des choses, le successeur au poste de gouverneur de la Banque du Canada par exemple, et bien d'autres encore. Maintenant il est à formuler des hypothèses au sujet du premier ministre. Je suppose qu'il exprime son opinion, et uniquement la sienne, car je serai tout aussi en droit de dire que j'ai entendu courir le bruit que le député va tomber raide mort, mais je crains que cette rumeur ne soit un peu exagérée.

M. le président suppléant (M. McCleave): A l'ordre! La question soulevée semble avoir plutôt le caractère d'un débat que d'un rappel au Règlement.

L'hon. M. Pickersgill: Elle n'est pas digne de porter le nom de débat.

M. Peters: Monsieur le président, tout ce que je puis dire, c'est que j'espère que le député n'est pas clairvoyant. Si c'est un avertissement purement imaginaire, j'espère qu'il se révélera inexact. Je puis assurer au député que, moi aussi, je crains cette éventualité et que j'ai versé régulièrement mes primes d'assurance, de sorte que ce serait moins désastreux qu'autrement. A mon avis, et je crois que la majorité des Canadiens le partagent, le premier ministre, quel qu'il soit, n'a pas assez d'envergure pour assumer l'entière responsabilité de toutes choses. Je dirai que c'est le premier ministre, et non pas le ministre des Finances, qui est intervenu à propos de la Banque du Canada. Nous avons déjà eu la preuve qu'il n'y avait aucune divergence d'opinions entre le ministre des Finances et le gouverneur de la Banque du Canada. Ce n'est là que mon opinion personnelle, mais je suppose que le premier ministre n'aimait pas la façon dont il se coiffait, ou qu'il avait encore d'autres raisons pour ne pas le trouver sympathique, mais il voulait le voir partir. Or, il me semble que la population du Canada ne trouvera pas très à son goût la tournure qu'a prise la chose.

Le secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures a pris la parole ce soir.

Une voix: Le Donald Fleming des pauvres.

M. Peters: C'est peut-être le Donald Fleming des pauvres, mais je dirais plutôt que c'est le Donald Fleming des riches. Il est probablement plus fortuné que le ministre des Finances, mais ce n'est qu'une simple conjecture. Il a donc pris la parole pour signaler certaines choses. Mais ce qu'il n'a pas mentionné c'est que tous les députés, ici à la Chambre, et tous les citoyens du Canada qui avaient réellement réfléchi sur la question

[M. Peters.]

étaient d'accord avec le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, et nous avons été fiers du travail qu'il a accompli. Nous savons aussi qu'avant que le ministre actuel obtienne ce portefeuille, c'est le premier ministre qui dirigeait le ministère.

Nous savons aussi que le Canada a dégénéré et qu'au lieu d'être une puissance de premier ou de deuxième plan dans le concert des nations, il n'est plus considéré que comme une entité négligeable et ne jouit que d'un bien faible crédit. On n'est jamais certain si nous sommes pour l'armement ou pour le désarmement. Il arrive qu'un ministre prenne la parole et dise que nous favorisons l'armement. Bien sûr, cela n'est pas arrivé au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, auquel nous avons accordé notre appui, mais il y en a d'autres qui prétendent que nous devrions accroître notre contribution à l'OTAN et rester sous la bannière de l'OTAN, alors que nous savons que l'OTAN emploie des armes nucléaires, ce que nous condamnons tous. Il est très difficile de concilier ces deux choses, car si le secrétaire d'État aux Affaires extérieures avait le dernier mot, il n'en serait pas ainsi.

Je pense que les prochaines élections susciteront beaucoup d'intérêt parmi les Canadiens. J'ai l'impression que le gouvernement Diefenbaker va perdre beaucoup de sa popularité. J'ai aussi l'impression que si le gouvernement ne se livre pas à un sérieux examen de conscience, il ne sera pas reporté au pouvoir. On a déjà dit que j'appartiens à un parti qui aura bientôt un congrès et qui en sortira métamorphosé. Qu'on ne s'y trompe pas, monsieur le président, les Canadiens n'ont pas voulu d'un gouvernement conservateur. Ils ont élu le gouvernement Diefenbaker parce qu'ils le croyaient différent, et ils se rendent compte, depuis quelque temps, à quel point il est différent. Il aura été, sans aucun doute, parmi les gouvernements les plus originaux, le plus erratique qu'on puisse rêver.

Nous appartenons à un parti qui, j'en suis sûr, saura mettre au point une politique qui sera l'aboutissement des discussions qui ont eu lieu dans toutes les localités et dans tous les groupements que nous avons eu l'occasion d'intéresser. Ils ont débattu notre programme. Ce sera un programme du peuple, et je suis sûr que la plupart d'entre nous lui donneront leur appui sans réserve. Nous espérons que le gouvernement fera porter sa campagne électorale sur ce genre de programme.

M. Benidickson: Le programme n'est pas encore connu.

M. Peters: Il peut, s'il le veut, fonder sa campagne sur la réforme du Sénat. Quant à